

**COMMUNIQUÉ DE PRESSE :**

## **Accès à une alimentation saine : leçons d'une pandémie**

**#BeyondTheOutbreak**

**La pandémie a montré, à un moment où les gens ont cessé de travailler, de se déplacer et où les frontières ont été fermées par nécessité, les faiblesses de nos systèmes de production et d'alimentation. Des pans entiers de la population ont vu leur accès à une alimentation de qualité se détériorer. La transformation du système alimentaire, et le rôle que jouent les territoires dans ce système, prend tout son sens dans l'ère urbaine et plus encore avec la pandémie.**

La pandémie a aggravé la crise alimentaire que nous connaissions auparavant, les communautés les plus pauvres et les plus isolées n'ayant accès qu'à des aliments de moins bonne qualité. L'expérience d'apprentissage en direct sur les systèmes alimentaires, organisée par **CGLU, Metropolis** et **ONU-Habitat**, en collaboration avec la **ville de Valence** et le **Centre mondial pour l'alimentation urbaine durable de Valence**, a permis de se pencher sur les initiatives des villes visant à apporter une réponse alimentaire à la pandémie et à évaluer à quoi devraient ressembler les systèmes alimentaires du futur pour aider à reconstruire et à atténuer l'impact des crises de demain.

**Joan Ribó**, maire de Valence, a souligné l'importance d'impliquer les collectivités territoriales dans la gouvernance alimentaire, en tant qu'actrices clés de l'approvisionnement alimentaire des personnes les plus vulnérables. Outre les exemples de politiques menées par le conseil municipal, telles que l'extension des subventions aux cantines pendant l'accouchement, et les initiatives d'éducation alimentaire, le maire a souligné l'importance de se nourrir au-delà de l'acte de « manger ».

*« L'alimentation ne devrait plus être exclusivement une question de supermarchés, mais plutôt une question qui est abordée avec les gens placés au centre. Manger est un processus culturel, que nous devons développer en prenant conscience et en renforçant le lien avec nos producteurs ».*

Tout au long de la session, des participant·e·s tels que le maire de Pariaman **Genius Umar**, la directrice générale du département de nutrition sociale de Kazan, **Rima Mukhamedshina**, et **Patricio Abad**, directeur du développement économique d'Azuay, ont mis l'accent sur la réponse immédiate, en assurant

l'approvisionnement en nourriture des citoyen·ne·s, et en particulier des populations les plus vulnérables telles que les étudiants, les professionnel·le·s de la santé et les personnes travaillant dans le secteur informel. **Farissa Bensalem**, cheffe de cabinet du bureau du maire de Gennevilliers, a abordé la question de la « justice alimentaire » dans sa ville en mettant en œuvre des mesures telles que la distribution de tickets alimentaires pour les familles les plus modestes, et en essayant de garantir l'accès à une nourriture de qualité pour les familles sans ressources.

**Andrea Magarini**, coordinateur de la politique alimentaire à Milan, a souligné l'importance de disposer de données sur ce que mangent nos citoyen·ne·s et sur la manière dont ils-elles le font afin de pouvoir adapter les réponses politiques à leurs besoins. En s'appuyant sur l'exemple de sa ville, il a montré comment les citoyen·ne·s, pendant la pandémie, ont consommé davantage de produits frais.

**Maite Rodríguez**, coordinatrice du Réseau des femmes d'Amérique latine et des Caraïbes pour l'habitat, a souligné l'importance de renforcer les droits des femmes, qui constituent une part importante des micro-producteur·rices, afin de renforcer la résilience de ce secteur. La reconnaissance du travail des femmes, et l'allocation de ressources, sont essentielles pour garantir les droits des femmes dans la ville. **Kobie Brand**, directrice d'ICLEI Afrique, a présenté le "AfricanCITYFOODmonth", une initiative menée en collaboration avec la **FAO** et le **RUAF** (Partenariat mondial sur l'agriculture urbaine durable et les systèmes alimentaires). Elle a plaidé en faveur de l'amélioration des systèmes alimentaires comme une étape nécessaire pour régénérer la nature, atténuer les crises climatiques et mettre fin aux injustices. **Remy Sietchiping**, responsable des politiques, du droit et de la gouvernance urbaine à ONU-Habitat, a insisté sur l'importance d'intégrer la dimension de solidarité à notre façon d'envisager les systèmes alimentaires, afin que personne ni aucun territoire ne soit laissé pour compte.

**Marcela Villarreal**, directrice des partenariats, de la sensibilisation et du renforcement des capacités à la FAO, a clôturé le débat en soulignant qu'une approche holistique de l'alimentation et de la nutrition est essentielle pour établir une nouvelle relation avec notre environnement. Elle a fait l'éloge du **Décalogue de CGLU pour l'ère post-COVID-19**, signalant que les modèles de proximité, le partenariat vert, la promotion d'un système interurbain et d'une prochaine génération de multilatéralisme peuvent constituer des domaines essentiels pour favoriser des synergies entre CGLU et la FAO.

**Vicente Domingo**, directeur du Centre mondial pour l'alimentation urbaine durable de Valence, a déclaré que l'alimentation est une option politique, et que les gouvernements locaux et régionaux ont un rôle important à jouer dans l'éducation des populations en matière d'alimentation. Dans la crise la plus

importante du 21<sup>ème</sup> siècle, a-t-il rappelé, il est important de considérer qu'une bonne nutrition est un acte de responsabilité non seulement envers soi-même, mais aussi envers les communautés qui nous entourent.

**Emilia Saiz**, secrétaire générale de CGLU, a souligné l'importance de changer la relation entre les villes et l'alimentation. Selon elle, nous devons cesser de considérer les villes comme des consommatrices d'aliments et les transformer en véritables actrices du système de production, à partir d'une solidarité territoriale et polycentrique. La façon dont le Covid-19 a testé nos systèmes, a-t-elle dit, doit être une leçon que nous devons tirer pour changer les priorités et pour accompagner une transition écologique qui nous permette de repenser notre relation avec la nature.

#### **A propos de la série Live Learning Experience :**

La **série d'apprentissage en direct** organisée par CGLU, Metropolis et ONU-Habitat a rassemblé plus de 2 000 participants au cours de dix sessions pendant lesquelles des représentants des collectivités territoriales, du système des Nations unies et des partenaires de la société civile ont partagé leurs expériences, leurs initiatives et leurs actions pour soutenir les populations face à la pandémie, en fournissant des services de base essentiels. La série a débuté fin mars et des villes du monde entier ont partagé leurs expériences, leurs initiatives et leurs actions en réponse à la pandémie. Elles ont également partagé leurs points de vue d'acteurs en première ligne sur la manière dont les villes sont appelées à se transformer dans la période d'après-crise.

#### **À propos de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) :**

CGLU est l'organisation mondiale des gouvernements locaux et régionaux et de leurs associations qui représente et défend leurs intérêts sur la scène mondiale. Représentant 70 % de la population mondiale, les membres de CGLU sont présents dans toutes les régions du monde : Afrique, Asie Pacifique, Europe, Eurasie, Moyen-Orient et Asie occidentale, Amérique latine et Amérique du Nord - organisés en sept sections continentales, une section métropolitaine et un forum régional. Ce réseau couvre plus de 240 000 villes, régions et métropoles et plus de 175 associations de collectivités territoriales présentes dans 140 pays. Parmi ses principaux domaines d'intérêt politique, CGLU compte la démocratie locale, les changements climatiques et la protection de l'environnement, la réalisation des Objectifs de développement durable, les finances locales, le développement urbain et la diplomatie des villes pour la consolidation de la paix. Pour en savoir plus, visitez le site [www.uclg.org](http://www.uclg.org) et suivez [@uclg\\_org](https://twitter.com/uclg_org).

#### **À propos d'ONU-Habitat**

ONU-Habitat est l'agence des Nations unies qui s'occupe de nos villes et territoires. L'ONU-Habitat travaille dans plus de 90 pays et soutient les habitants des villes et des établissements humains pour un avenir urbain meilleur. En collaboration avec les gouvernements et les partenaires locaux, ses projets à fort impact combinent une expertise mondiale et des connaissances locales pour fournir des solutions ciblées en temps utile. L'Agenda 2030 pour le développement durable comprend un objectif spécifique sur les villes, l'ODD 11 - rendre les villes inclusives, sûres, résilientes et durables. Pour plus d'informations, visitez le site [www.unhabitat.org](http://www.unhabitat.org) et suivez [@unhabitat](https://twitter.com/unhabitat).

## **À propos de Metropolis**

Metropolis réunit 138 gouvernements des agglomérations urbaines du monde entier. Avec 34 ans d'histoire, l'association est aujourd'hui le lieu de convergence de l'expertise mondiale en matière de gouvernance métropolitaine. Metropolis permet de trouver des réponses communes aux défis de la métropolisation, de faire entendre les voix des métropoles sur la scène mondiale et de développer des capacités pour délivrer des services et politiques publiques. Metropolis agit également en qualité de section métropolitaine de l'Organisation Mondiale Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU), depuis la création de celle-ci en 2004.

### **Pour de plus amples informations, veuillez contacter :**

Alejandra Salas  
Secrétariat mondial de CGLU, Barcelone  
[communication@uclg.org](mailto:communication@uclg.org)

Susannah Price  
Cheffe de la communication, ONU-Habitat  
[susannah.price@un.org](mailto:susannah.price@un.org) Tél. 254 722 719867